

ALEXANDRA ALINA IANCU

**LA DÉMOCRATIE ROUMAINE À SES DÉBUTS
POSTCOMMUNISTES**

Élitisme, apolitisme et informalité gouvernementale

INSTITUTUL EUROPEAN
2019

SOMMAIRE

Avant-Propos / 9

Les tableaux / 11

Les graphiques / 12

Une introduction : Démocratie, élites politiques et processus décisionnels / 13

Comment instituer une nouvelle élite démocratique ? Quelles routes vers la professionnalisation politique / 15

Les conséquences de la professionnalisation sur la qualité de la démocratie / 20

La complexification : la représentation politique et ses dérives / 20

L'autonomie : source d'intégrité ou ressource pour le patronage politique ? / 22

La cohérence décisionnelle et l'impact sur la stabilité politique / 25

Adaptation : routinisation du pouvoir politique ou le règne de l'informalité / 28

La Roumanie postcommuniste comme objet d'étude : l'histoire d'une élite politique contestée / 30

La présentation générale du livre / 33

Sur le centralisme du pouvoir gouvernemental / 37

Un Parlement « soumis » au pouvoir gouvernemental ? / 39

La faible responsabilité politique des gouvernements / 45

La distribution du pouvoir à l'intérieur du pouvoir exécutif / 51

Les Rapports Président – Gouvernement. Quel pouvoir pour le Président ? / 51

La fonction de représentation des présidents / 53

La capacité des Présidents d'influencer les politiques / 54

Les rapports politiques et la création des gouvernements / 58

Le rapport à l'appareil bureaucratique / 60

En guise de conclusion / 67

Diversification et professionnalisation des élites gouvernementales / 71

Les origines : un regard dans le passé du processus de recrutement gouvernemental / 73

L'élite post-communiste : Des nomenclaturistes réinventés comme démocrates ? / 77

A la recherche de la bonne forme de professionnalisation / 81

Les gouvernants des personnes comme toutes les autres ? / 81

La professionnalisation comme forme d'apprentissage en politique / 85

Les aléas des fonctions locales et la carrière ministérielle / 86

« Le creuset parlementaire » - le principal ressort de la désignation des ministres / 87

Le domaine exécutif : Être ministre pour devenir ministre / 88

« L'expérience mandarinale » et ses limites / 89

Quelles voies d'accès à une fonction ministérielle ? / 90

Les inconnus des gouvernements : les secrétaires d'État / 91

Les secrétaires d'État : des dirigeants sans histoire ou avenir politique ? / 91

Leur monde n'avait pas commencé lors de la désignation : les secrétaires d'État et les ressources non-politiques / 94

« Acteurs centraux ou passagers » : La professionnalisation politique comme forme de savoir-faire / 96

Le contexte de la professionnalisation : les aléas de la volatilité gouvernementale / 98

Les bases de la professionnalisation / 101

Une conclusion : « Amateurs » ou « professionnels » ? / 106

Un élitisme réinventé : Professionnalisation et autonomisation des élites gouvernementales / 109

Les contextes politiques des gouvernements des années 1990 : des réglementations vagues et des coalitions fragiles / 111

Les sources de l'informalité : les Premiers ministres, des marginaux de la politique ? / 123

Les ministres et les secrétaires d'État : des personnages tolstoïens / 129

L'informalité en fanfare : l'autonomie comme routine décisionnelle / 138

En guise de conclusion : principes de loyauté et confiance post-révolutionnaires / 149

Autonomie versus cohésion : Les régimes de l'informalité sous l'emprise des partis politiques / 153

Le contexte politique : la voie vers l'Europe et les ententes locales / 155

Une professionnalisation à rebours des élites ? Activisme partisan et contingence dans la sélection gouvernementale / 163

Deux formules décisionnelles, deux manières d'assurer la coordination / 172

En guise de conclusion : Les fins apolitiques de l'informalité et de la coordination politique / 182

L'intégration des élites : quels effets ? Clientélisme, patronage et apolitisme gouvernemental / 187

Le contexte politique : Les programmes gouvernementaux et les différenciations idéologiques / 190

Comment distribuer ? Priorités budgétaires des gouvernements roumains / 199

Le renforcement de l'État et de la solidarité ? L'État comme distributeur prioritaire des ressources publiques / 201

Quels principes de financement : les priorités gouvernementales de la pré-adhésion / 206

La mise à l'agenda en Européanisation et patronage politique : Les domaines prioritaires de l'action gouvernementale / 211

Quelles évolutions chronologiques des priorités gouvernementales ? / 217

A la recherche d'une vue d'ensemble : apolitisme, patronage et informalité politique / 221

La démocratie roumaine une exception ? Les évolutions politiques de la post-adhésion / 225

Les grandes tendances dans l'articulation du pouvoir gouvernemental dans la préadhésion / 226

Les évolutions de la post-adhésion : la recherche infatigable pour la professionnalisation politique / 231

Une exception régionale ? Quelles tendances dans les pays post-communistes / 235

Les conséquences du recrutement politique : apolitisme, patronages et informalité politique / 240

Bibliographie / 243

Indexe / 267

Une introduction : Démocratie, élites politiques et processus décisionnels

Trente ans après la chute des régimes communistes, le décalage entre les pays « occidentaux » et les « pays de l'Est » est devenu obsolète. Les nouvelles démocraties se sont douées des régimes parlementaires fonctionnels, des médias pluriels et des formes associatives censées censurer le pouvoir politique. Cependant, l'enjeu de la démocratisation reste encore présent. La crise économique fut le principal élément déclencheur de l'essor des inquiétudes supplémentaires quant au destin démocratique des membres de l'Union. Même dans le cas « des bons élèves », comme la Pologne ou la Hongrie, le succès de l'europanisation est aujourd'hui remis en question. Des pathologies politiques diverses telles que le populisme, la politisation du système judiciaire, la corruption, l'emprise politique des médias¹ sont dénoncées comme des dérives qui nécessitent une intervention rapide de la part des institutions européennes. Partout dans les nouvelles démocraties, la méfiance endémique des citoyens par rapport aux élites, institutions publiques ou partis politiques suggère l'incapacité des dirigeants nationaux à stabiliser les régimes. La Roumanie ou la Bulgarie continuent d'être vues comme « des membres tolérés », acceptés dans la grande famille européenne suite à des lectures trop bienveillantes de la part de la Commission européenne. La corruption endémique², les retards dans les réformes, le fonctionnement *sui generis* des institutions, tout comme des

¹ Jan Hinrik Meyer-Sahling, Tim Veen, 2012, « Governing the Post-Communist State: Government Alternation and Senior Civil Service Politicisation in Central and Eastern Europe », *East European Politics*, vol. 28, no. 1, 2012, pp. 4-22; Agnes Batory, « Why do anti-corruption laws fail in Central Eastern Europe? A target compliance perspective », *Regulation & Governance*, no. 6, pp. 66-82 ; Jacques Rupnik, 2007, « From Democracy Fatigue to Populist Backlash », *Journal of Democracy*, vol. 18, no. 4, pp. 17-25.

² Cosmina Tănăsioiu, 2012, « Europeanization post-accession: rule adoption and national political elites in Romania and Bulgaria », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 12, pp. 173-193; Sergiu Gherghina, 2013, « Going for a Safe Vote: Electoral Bribes in Post-Communist Romania », *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, vol. 21, pp. 143-164.

populismes locaux remettent en question les efforts de la conditionnalité européenne. « L'exceptionnalisme » des deux pays est devenu un lieu commun dans l'imaginaire politique européen à la fois d'une manière formelle (à travers d'un Mécanisme de coopération et vérification visant l'indépendance de la justice et la lutte contre la corruption) et dans le regard d'un public national qui se mobilisa à maintes reprises pour dénoncer l'absence de représentativité et la corruptibilité des élites nationales.

L'explication pour les dérives démocratiques en ECO fut plutôt simplificatrice. La thèse d'un « déclin de l'après l'adhésion »³ s'est vite imposée. Selon cette lecture plutôt optimiste des démocratisations, les transitions en ECO enregistrèrent un succès d'étape, mais une fois l'élargissement accompli, les leaders politiques (auto-intéressés) ont renversé (à lire capturé) les réformes. Des distorsions institutionnelles et idéologiques, surtout des populismes, resurgirent une fois les contraintes extérieures disparues. L'incapacité de la conditionnalité européenne à imposer des transformations durables au niveau des sociétés postcommunistes ne fait plus aucun doute. Les raisons seraient multiples. L'éclectisme des recommandations formulées durant la préadhésion, les solutions simples et peu adaptées aux cultures nationales, auraient favorisé un rejet de nouvelles normes⁴. La culture du faire-semblant des jeunes démocraties aurait certainement participé à un enthousiasme européen qui se dissipa rapidement. Cependant, l'absence d'une adaptation substantielle des sociétés postcommunistes aux routines démocratiques pourrait être envisagée différemment. En partant de la prémisse que les dirigeants politiques ne sont pas de personnages politiques rétrogrades ou qui essayent à tout prix à instrumentaliser toute réforme à leur propres gains personnels, on pourrait plutôt considérer que la transition politique rapide avait créé, d'une manière non-planifiée, des dépendances structurelles et des formes de gouvernance spécifiques dans ces pays. Ces contraintes du « postcommunisme » ont contribué, à leur tour, à l'émergence des parcours différents (ou inattendus) des pays de l'ECO.

³ Attila Agh, 2010, « Post-Accession Crisis in the New Member States: Progressing or Backsliding in the EU? », *Studies of Transition States and Societies*, no. 2, pp. 74-95; Geoffrey Pridham, 2007, « Romania and EU membership in comparative perspective: A post-accession compliance problem? – The case of political conditionality », *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 8, pp. 168-188.

⁴ Heather Grabbe, 2006, *The EU's Transformative Power - Europeanization through Conditionality in Central and Eastern Europe*, Palgrave, Houndsmills; Tanja A. Börzel, 2009, (dir.), *Coping with Accession to the European Union. New Modes of Environmental Governance*, Palgrave, Houndsmills; Frank Schimmelfennig and Ulrich Sedelmeier, 2006, *Candidate Countries and Conditionality*, in Paolo/ Graziano and Maarten P. Vink, (dir.), *Europeanization. New Research Agendas*, Palgrave, Houndsmill, pp. 88-101.

Partout dans la région, le début de la transition apporta une quête rapide et sincère vers une forme « d'européanisation » ou plutôt d'un retour imaginaire à une Europe 'perdue' après la seconde guerre mondiale. Reproduire les pratiques du parlementarisme européen, construire les institutions des démocraties occidentales furent des objectifs clairement statués après les moments révolutionnaires. Ces choix fondamentaux, cette entente cordiale ont directement participé à une démocratisation rapide. La plupart de la littérature souligna par ailleurs, l'importance d'un consensus des élites autour des valeurs démocratiques et le remplacement rapide d'anciens communistes. Néanmoins, très peu d'études visèrent à comprendre l'effet d'un mimétisme forcé dans la structuration des pratiques politiques pour l'évolution ultérieure des pays de la région. Au fond, les pays de l'Est ont adopté un modèle de la démocratie représentative qui souffrait 'en silence'. La représentativité des élites politiques et les partis politiques étaient partout en crise de légitimité. La professionnalisation excessive du métier politique, l'essor des institutions non-électives, la mort du militantisme classique et la confusion idéologique soulevaient déjà des débats (et des contestations) sur la qualité de la démocratie dans les démocraties consolidées. Dans les pays de l'ECO, le transfert de telles routines non-réformées et leur association à des institutions politiques faibles étaient censés engendrer encore plus d'anomalies politiques.

Comment instituer une nouvelle élite démocratique ? Quelles routes vers la professionnalisation politique

Les conditions économiques, la structure institutionnelle, la culture politique du pays, le passé plus ou moins éloigné sont autant de déterminants dans l'articulation d'une démocratie viable. Les recettes uniques sont absentes⁵. Cependant, certaines caractéristiques des dirigeants ont été empiriquement rattachées à la naissance de la responsabilité politique ou encore à la professionnalisation de la prise de décision⁶. L'étape la plus importante de la

⁵ Mattei Dogan, 2003, « Introduction. Diversity of Elite Configurations and Clusters of Power » dans Mattei Dogan (ed.), *Elite Configurations at the Apex of Power*, Brill, Leiden, Boston, pp. 1-17 (p. 6).

⁶ Richard Katz, 2006, « Party in Democratic Theory » dans Richard Katz, William Crotty (eds.), *Handbook of Political Parties*, Sage, pp. 34-47; Kenneth Prewitt, 1970, *The recruitment of Political Leaders: A Study of Citizen-Politicians*, Bobbs-Merrill, Indianapolis and New York, pp. 205-217; Lars Billie, 2001, « Democratizing a democratic procedure? Myth and reality? Candidate selection in Western European Parties », *Party Politics*, vol. 7, no.3, pp. 363-380; Krister Lundell, 2004,

promotion en politique - « le processus par lequel un parti politique décide qui parmi les personnes légalement éligibles pourrait obtenir une position électorale »⁷ ou l'interrogation plus inclusive concernant le décryptage « des processus par lesquels les individus sont introduits dans des rôles politiques »⁸ restent intimement liées à la consolidation des routines décisionnelles. Le processus adaptatif « d'intégration des élites » dans la nouvelle structure institutionnelle mena à la naissance d'une élite politique moderne. En pensant par analogie aux processus de démocratisation, Robins identifie quatre grandes conditions cumulatives pour la structuration des élites : la complexification, l'autonomie, la cohérence et l'adaptation des élites⁹.

Comment certains dirigeants politiques réussissent à s'imposer dans des étapes politiques d'incertitude afin de mener à une stabilisation des régimes démocratiques ? Pour Robins, la démocratisation apporte avant tout la diversification des viviers politiques. Les nouvelles élites deviennent les dépositaires des compétences politiques variées acquises dans de diverses fonctions publiques. Les dirigeants se transforment graduellement dans « des sources et des gardiens des valeurs et des objectifs politiques collectifs »¹⁰. Dans une perspective historique, la centralisation politique, le déclin des centres locaux du pouvoir, tout comme l'émergence d'un principe de la spécialisation ont produit la transformation des leaders politiques dans des « agents » et des « symboles » impersonnels du pouvoir. Au centre de la création d'une catégorie dirigeante moderne on trouverait le passage des critères d'attribution (la naissance, la fortune) vers un recrutement qui eut à la base les mérites individuels. La déconstruction des diverses étapes de la démocratisation des régimes politiques occidentaux illustre bien les reconfigurations substantielles dans les logiques du

« Determinants of Candidate Selection. The degree of Centralisation in Comparative Perspective », *Party Politics*, vol. 10, no. 1, pp. 25-47.

⁷ Reuven Hazan, Gideon Rahat, 2006, « Candidate Selection Methods and Consequences », dans Richard Katz et William Crotty (eds.), *Handbook of Political Parties*, Sage, pp. 109-122, p. 109.

⁸ Dwaine Marvick, 1976, « Continuities in Recruitment Theory and Research: Towards a New Model » dans Heinz Eulau, Moshe Czudnowski (dir.), *Elite Recruitment in Democratic Politics. Comparative Studies Across Nations*, Halsted Press, Sage, New York p. 29.

⁹ Robert Robins, 1976, *Political Institutionalization and the Integration of Elites*, Sage, London, pp. 123-154

¹⁰ Ce que Keller appelle « élites stratégiques », des groupes qui ont un impact social, ceux qui décident. Plusieurs facteurs contribuent à cette transformation : la croissance de la population, la spécialisation occupationnelle, la croissance de l'appareil bureaucratique et la diversification d'un pluralisme moral. Susanne Keller, 1963, *Beyond the Ruling Class: Strategic Elites in Modern Society*, Random House, p. 154.

pouvoir et les métamorphoses du processus de la professionnalisation politique. Tout d'abord, la démocratisation exigerait la naissance d'une nouvelle catégorie occupationnelle forgée sur un savoir-faire spécifique (*la complexification*). La formation universitaire et certains métiers sont devenus des occupations qui facilitent l'entrée en politique¹¹. Ces profils occupationnels ne sont pas figés, ils changent à travers le temps. Lors de la 'parlementarisation' des régimes politiques occidentaux¹², le système dominé par *l'establishment politique* (les aristocrates, les grands propriétaires) fut remplacé par des formules de proto-professionnalisation. Les professions juridiques, les journalistes ou d'autres professions libérales, furent ensuite remplacés, conséquence directe de l'adoption du suffrage universel, par des entrepreneurs de la mobilisation partisane. L'époque des partis de masse, surtout l'essor des partis socialistes, mena au premier plan les leaders des syndicats ou les employés des partis. La transparence de la sélection, les carrières graduelles et le travail dans l'organisation de parti remplacèrent les formes de cooptation à la base de notoriété. Le mérite n'était plus un attribut personnel, mais le résultat de l'activité (et de la loyauté) organisationnelle. Finalement, dans la contemporanéité les technocrates et les professionnels de la politique (et de la communication politique) dominent les institutions publiques. Si à présent on exige de moins en moins aux représentants de faire preuve de leurs compétences dans d'autres sphères d'activité¹³, les activistes des ONG, les spécialistes en PR, des assistants parlementaires, ou encore les managers des entreprises privées – surtout dans les nouvelles démocraties- sont favorisés pour des promotions rapides.

¹¹ Anthony King, 1983, « The Rise of the Career Politician in Britain – And Its Consequences », *British Journal of Political Science* vol. 11, no. 3, pp. 249-285; Daniel Gaxie, 2001, « Les enjeux de la professionnalisation politique », *Movements*, vol. 5, no. 18, pp.21-27 ; Peter Allen et Paul Cairney, 2017, « What do we mean when we talk about the 'political class' ? », *Political Studies Review*, vol.15, no.1, pp. 18-27.

¹² Maurizio Cotta et Luca Verzichelli, 2007, « Paths of institutional development and elite transformations », in Maurizio Cotta and Heinrich Best, *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, OUP, Oxford, p. 419; Bernard Manin, 1997, *The Principles of Representative Government*, Cambridge University Press, pp. 194-195

¹³ Peter Allen, 2013, « Linking Pre-Parliamentary Political Experience and the Career Trajectories of the 1997 General Election Cohort », *Parliamentary Affairs*, vol. 66, no. 4, pp. 685–707; Paul Cairney, 2007, « The Professionalisation of MPs: Refining the "Politics-Facilitating" Explanation », *Parliamentary Affairs*, vol. 60, pp. 212–233; Aeron Davis, 2015, « Embedding and Disembedding of Political Elites: A Filter System Approach », *The Sociological Review*, vol. 63, no. 1, pp. 144–161.

Les transformations dans le profil des élites apportèrent souvent des conflits et des ajustements dans l'articulation du pouvoir. Le passage des élites aristocratiques vers les élites cooptées à la base d'un mérite individuel entraîna des tensions dans la création des liens entre les dirigeants politiques toute comme des problèmes d'incertitude décisionnelle¹⁴. Si dans une logique aristocratique, la cohésion et la coopération des élites peuvent être considérées comme automatiques, dans les sociétés modernes la création d'un « esprit de corps » exige un effort conscient et volontaire pour assurer le consensus politique (*la cohérence*). Le gradualisme dans les désignations politiques constituerait à la fois une occasion de s'approprier le savoir-faire décisionnel, mais également un instrument des dirigeants nationaux pour tester la loyauté des acteurs politiques¹⁵. Faire partie de l'élite implique une socialisation politique préalable, tout comme la définition de certains modèles prédictibles de carrière politique. Une certaine homogénéité des trajectoires dans les démocraties parlementaires montre que bien au-delà des logiques spécifiques de sélection (par exemple la structuration des partis politiques)¹⁶, les profils des gouvernants sont très similaires. Par exemple, les ministres sont en grande majorité d'anciens présidents de commissions parlementaires, des hauts dirigeants des partis, ou d'anciens hauts fonctionnaires, etc.

La démocratisation des élites exige un principe méritocratique qui reste néanmoins dépourvu de toute signification en l'absence d'une vraie volonté décisionnelle¹⁷ (*l'autonomie*). Au fond, des techniques d'apprentissage et de la gestion d'une carrière puissent être isolées aussi, au moins formellement, dans le cas des régimes autoritaires. Un certain degré d'indépendance financière et procédurale, la limitation des contraintes et des pressions qui viennent de l'extérieur du monde politique (électeurs, groupes d'intérêts) assurent l'indépendance réelle des dirigeants et deviennent ainsi la clé de voûte de toute

¹⁴ S. Keller, *op. cit.*, p. 189.

¹⁵ Mattei Dogan, 1989, « Introduction: Selecting Cabinet Ministers » in Mattei Dogan (dir.), *Pathways to Power: Selecting Rulers in Pluralist Democracies*, Westview Press, Boulder, CO, pp. 1-19; Klaus Stolz, 2003, « Moving up, moving Down: Political Careers across Territorial Levels », *European Journal of Political Research*, vol. 42, pp. 223-248.

¹⁶ Seligman précisait que « les carrières politiques sont lancées ou bloquées par certains groupes significatifs qui choisissent un candidat en tant qu'agent, porte-parole ou trustee ». Lester G. Seligman, 1964, « Elite recruitment and political development », *Journal of Politics*, vol. 26, no.3, pp. 612-626 (p. 617).

¹⁷ Le degré d'autonomie des élites est donné par le cadre institutionnel, toute comme l'autonomisation des élites constitue une des conditions historiques qui rendent possible l'émergence d'une démocratie stable. Eva Etzioni-Halevy, 1993, *The elite connection. Problems and potential of Western Europe*, Polity Press, Cambridge, p. 101.

construction démocratique. La thèse n'est pas nouvelle. La politique comme vocation wébérienne partait des mêmes prémisses. Les sociétés modernes sont censées fonctionner à la base d'un groupe occupationnel d'hommes politiques qui gagnent leur vie par l'exercice de la profession politique en tant que métier à temps-plein. Pour Weber, il ne s'agissait pas d'une interprétation optimiste des vertus de la modernité politique. L'autonomie financière avait comme but, avant tout, de rendre possible la diversification d'une élite (et d'écarter les tendances ploutocratiques) sans pour autant qu'elle garantisse l'évanouissement des dérives comme le patronage politique¹⁸. La capacité d'auto-sélection du politique, les nominations successives, les rétributions des élites politiques apportaient une séparation fonctionnelle du politique par rapport à d'autres sphères de la société¹⁹. Au niveau empirique, cette différenciation ne fut jamais totale. Des vas et viens du privé vers la fonction publique continuent à décrire les sociétés contemporaines²⁰.

Une nouvelle élite dirigeante diverse, autonome et cohérente ne devrait pas être figée ou imperméable, même qu'elle devrait montrer un certain degré de stabilisation. Pensée sur une logique de symétrie par rapport à la capacité d'adaptation institutionnelle, Robins souligne le fait que les transformations dans les dynamiques des acteurs sont celles qui expliquent l'articulation d'une élite démocratique. La capacité à transcender les changements générationnels tout en gardant les mêmes routines et objectifs politiques garantit en dernier lieu le succès et la stabilité de l'intégration d'une nouvelle élite. De la sorte, dans un sens optimiste, la diversification de la représentation et des compétences requises par le travail politique, tout comme le renforcement de l'indépendance et de la coopération entre les acteurs politiques seraient à penser comme complémentaires, synchroniques et compatibles.

¹⁸ Jens Borchert, 2007, « From Politik als Beruf to Politics as a Vocation: The Translation, Transformation, and Reception of Max Weber's Lecture », *Contributions to the History of Concepts*, 3, pp. 42-70, p. 67.

¹⁹ Jens Borchert, 2003, « Professional politicians: Towards a comparative perspective », in Jens Borchert et Jürgen Zeiss, dir., *The Political Class in Advanced Democracies*, Oxford UP, Oxford, pp.1-26; Joel S. Hellman, 1998, « Winners Take All: The Politics of Partial Reform », *World Politics*, vol. 50, no. 2, pp. 203-234.

²⁰ Pirmin Bundi *et al.*, 2017, « Between Occupation and Politics. Legislative Professionalization in the Swiss Cantons », *Swiss Political Science Review*, vol. 27, no. 1, pp. 1-20; Benny Geys et Karsten Mause, 2016, « The Limits of Electoral Control: Evidence from Last-Term Politicians », *Legislative Studies Quarterly*, vol. 41, no. 4, pp. 873-898.

Les conséquences de la professionnalisation sur la qualité de la démocratie

A différence des débats contemporains portant sur les aléas de la professionnalisation (qui montrent l'absence de représentativité et d'ouverture du champs politique)²¹, dans la littérature portant sur la démocratisation des régimes, la construction des carrières politiques de longue durée, la prédictibilité du monde politique constituent des idéaux et des ressorts de la bonne gouvernance²². Les acteurs qui exercent un métier politique contribueraient ainsi à la consolidation des processus de constitutionnalisation des régimes et à l'agencement des partis politiques. Les composantes de l'intégration des élites seraient donc substantielles à la démocratisation.

La complexification : la représentation politique et ses dérives

Dans les démocraties contemporaines, l'idéal de la représentation est universellement statué comme une formule qui permet la diversification des élites et la capacité des leaders politiques à diffuser l'agenda des divers segments de la société. La manière la plus directe d'arriver à un plus de représentation est liée au profil des dirigeants politiques. On avait considéré que les élites doivent illustrer la diversité sociale et la pluralité d'intérêts. La définition descriptive d'un processus de représentation qui suppose l'existence des mécanismes qui reflètent en miroir la stratification sociale²³ – soit en termes de profil social, de la représentation des minorités ou en termes de la parité homme-femme, assurerait les garanties pour la réalisation d'un gouvernement « du peuple et pour le

²¹ James T. Pow, 2018, « Amateurs versus Professionals: Explaining the Political (in)Experience of Canadian Members of Parliament », *Parliamentary Affairs*, vol. 71, pp. 633-655 ; Byron Criddle, 2010, « More diverse yet more uniform: Mps and candidates », In Dennis Kavanagh et Philip Cowley (dir.), *The British general election of 2010*, Palgrave, Londres, pp. 306-329 ; Philip Cowley, 2012, « Arise, Novice Leader! The Continuing Rise of the Career Politician in Britain », *Politics*, vol. 32, no. 1, pp. 31-38.

²² John Higley, György Lengyel, 2000, « Elite Configurations after State Socialism » dans John Higley, György Lengyel, (dir.), *Elites After State Socialism*. Lanham: Rowman & Littlefield, pp.1-21; Elena Semenova et al., 2014, « Parliamentary elite formation after communism: an introduction » in Elena Semenova et al. (dir.), *Parliamentary Elites in Central and Eastern Europe Recruitment and representation*, Routledge, Londres, pp. 1-31.

²³ Richard Katz, « Party in Democratic Theory », pp. 34-47.